

# Le mouvement personnaliste français des années 1930 et sa postérité

Jean-Louis Loubet del Bayle

Volume 17, numéro 1-2, 1998

Femmes, citoyenneté et représentation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040106ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040106ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Loubet del Bayle, J.-L. (1998). Le mouvement personnaliste français des années 1930 et sa postérité. *Politique et Sociétés*, 17(1-2), 219–237.  
<https://doi.org/10.7202/040106ar>

Résumé de l'article

Au delà de l'association avec Emmanuel Mounier et la Revue *Esprit*, le mouvement personnaliste français des années 1930 est un mouvement intellectuel et politique dont l'approche n'est pas sans rapport avec le questionnement « moderne » et « postmoderne » des sociétés contemporaines. Durant les années 1930, des jeunes intellectuels « non-conformistes » allaient former divers groupes pouvant être séparés en trois courants : la Jeune Droite, L'Ordre Nouveau et *Esprit*. On cherche, dans cet essai, à tracer leur parcours idéologique et par ailleurs, à faire un bilan de l'influence historique de ces mouvements personnalistes tant en France qu'à l'échelle internationale.

# LE MOUVEMENT PERSONNALISTE FRANÇAIS DES ANNÉES 1930 ET SA POSTÉRITÉ

Jean-Louis Loubet del Bayle  
*Université des Sciences Sociales de Toulouse*

Le personnalisme est un courant d'idées qui, par des chemine-ments divers, souvent diffus, a finalement influencé, plus profon- dément qu'on ne le croit communément, l'histoire intellectuelle, idéologique et politique du XX<sup>e</sup> siècle. En France, mais aussi dans un certain nombre de pays, en Europe comme en Amérique, notamment au Québec. Par ailleurs, son approche originale des problèmes poli- tiques et sociaux en termes de civilisation n'est pas sans rapport avec le questionnement de ceux qui, en cette fin de siècle, s'interrogent sur l'avenir que réserve à l'homme contemporain l'évolution « moderne » ou « postmoderne » des sociétés développées.

Lorsque, aujourd'hui, on emploie le mot *personnalisme*, la pre- mière réaction est d'associer à ce terme le nom du philosophe Emmanuel Mounier et celui de la revue *Esprit* dont il fut le fondateur<sup>1</sup>. Or, c'est là une perspective quelque peu réductrice, qui néglige l'importance du mouvement intellectuel et politique dont ce mot fut le symbole autour des années 1930. Avant de devenir une philosophie élaborée et intellectualisée, on peut dire en effet que le personnalisme fut d'abord le « cri de ralliement » d'une génération de jeunes intellec- tuels en face des défis d'une époque qui devait s'avérer un tournant dans l'histoire de la France, de l'Europe, et même de l'Occident<sup>2</sup>. Pour reprendre le titre d'un livre de l'historien Daniel-Rops publié en 1931, les années 1930-1933, qui virent l'émergence du personnalisme, furent en effet des « années tournantes ». Il suffit pour s'en convaincre d'évoquer les changements survenus en un lustre, entre 1928 et 1934.

1928. C'est encore l'après-guerre, l'après-Première Guerre mon- diale, avec ses facilités, ses espoirs, ses illusions. La France est sortie de la crise financière qui l'avait violemment secouée en 1926 et reprend confiance dans le franc. Sur le plan politique, la Chambre

---

1. D'autant plus qu'il a été l'auteur du « Que sais-je ? », Paris, Presses Universitaires de France, 1949, portant ce titre.

2. Comme le rappelle Mounier lui-même dans l'appendice n° 1 de *Révolution personnaliste et communautaire*, Paris, Éditions Montaigne, 1935.

Jean-Louis Loubet del Bayle, département de science politique et de sociologie, Université des Sciences Sociales de Toulouse, Place Anatole France, Toulouse, France Cedex 31042.

nouvellement élue assure la continuité de la politique rassurante de Briand et de Poincaré. L'Europe semble devoir se pacifier avec les accords de Locarno et s'organiser sous l'égide de la Société des Nations (SDN). La République de Weimar paraît se consolider, tandis que la prospérité paraît générale. On dira plus tard que c'était *le temps des illusions*.

1934. Cinq années se sont écoulées et tout est remis dramatiquement en question. La crise économique, qui est née en 1929 aux États-Unis, a gagné tous les pays industrialisés et touche l'Europe en 1931. En février 1933, Hitler arrive à la Chancellerie; les accords de Locarno ne sont plus qu'un souvenir, et la SDN une ruine. En France, les difficultés financières réapparues avec la crise économique, l'impuissance du Parlement, l'éclatement de scandales politico-financiers provoquent un courant grandissant d'antiparlementarisme qui culmine avec les émeutes du 6 février 1934 et est à deux doigts d'emporter la III<sup>e</sup> République. Aux illusions de la fin des années 1920 succèdent les inquiétudes d'un nouvel avant-guerre.

À l'anxiété devant les événements immédiats va s'ajouter une inquiétude croissante sur le destin de la civilisation occidentale dans son ensemble. Déjà, la guerre avait ébranlé la foi dans le progrès et la confiance dans la raison qui avaient guidé le XIX<sup>e</sup> siècle. Ce trouble va s'accroître dans les années 1930 et trouver un écho immédiatement perceptible dans la vie littéraire, avec le déclin d'une littérature de dilettantisme et de divertissement qui avait triomphé au cours de l'après-guerre au profit d'une littérature plus « engagée », plus tournée vers les grands problèmes de la société et de la condition humaine. C'est l'époque où l'on redécouvre Péguy, où Bernanos, Malraux, Céline, Saint-Exupéry deviennent célèbres.

Ce tournant est aussi sensible dans le domaine philosophique, avec l'audience que rencontrent les premiers représentants de la pensée existentielle, Husserl, Heidegger, Scheler, Berdiaeff, Gabriel Marcel. De même, au point de vue religieux, ces années voient s'atténuer le conflit qui opposait l'Église catholique à la société issue de la Révolution française et se développer les mouvements d'action catholique, tandis que l'histoire du protestantisme est marquée par l'intérêt qui commence alors à être porté à la « théologie dialectique » de Karl Barth, en rupture radicale avec le protestantisme libéral.

De quelque côté que l'on se tourne, ces années apparaissent donc bien comme des années-charnière. C'est dans ce contexte que, pressentant plus ou moins confusément l'orage qui se préparait, allait s'exprimer une génération de jeunes intellectuels qui se caractérisèrent d'emblée par une volonté bien arrêtée de se situer en marge des cadres intellectuels et politiques établis. Cette effervescence intellectuelle se traduit par une prolifération de groupes d'études, de groupes de recherche, de bulletins, de revues qui, malgré des différences

---

**Résumé.** Au delà de l'association avec Emmanuel Mounier et la Revue *Esprit*, le mouvement personnaliste français des années 1930 est un mouvement intellectuel et politique dont l'approche n'est pas sans rapport avec le questionnement « moderne » et « postmoderne » des sociétés contemporaines. Durant les années 1930, des jeunes intellectuels « non-conformistes » allaient former divers groupes pouvant être séparés en trois courants : la Jeune Droite, L'Ordre Nouveau et *Esprit*. On cherche, dans cet essai, à tracer leur parcours idéologique et par ailleurs, à faire un bilan de l'influence historique de ces mouvements personnalistes tant en France qu'à l'échelle internationale.

**Abstract.** Beyond an affinity with Emmanuel Mounier and *Esprit*, the French personalist movement of the 1930's was an intellectual and political movement that resembled the modern and post-modern questioning of contemporary societies. During the 1930's, young non-conformist intellectuals formed groups that could be divided in three streams : la Jeune Droite, L'Ordre Nouveau and *Esprit*. This essay traces their ideological development and assesses the historical impact of the personalist movement in France and internationally.

---

certaines, et malgré la diversité des origines idéologiques de leurs responsables, présentent rétrospectivement aux yeux de l'historien une incontestable parenté. « Dans les années trente, a-t-on pu constater, ces jeunes intellectuels se retrouvent autour des mêmes revues, parlent le même langage, utilisent le même vocabulaire, tous rêvent de dépasser les oppositions traditionnelles, de rajeunir, de renouveler la politique française<sup>3</sup>. » Même si on ne rencontre pas dans ces groupes les plus connues des personnalités intellectuelles de cette génération, qui se feront un nom un peu plus tard, comme Jean-Paul Sartre ou Raymond Aron, il n'en reste pas moins qu'en dépit d'une célébrité moins éclatante, ces intellectuels ont, pour la plupart, joué un rôle non négligeable dans la vie intellectuelle et politique du demi-siècle suivant, tant dans les années 1930 que pendant la Deuxième Guerre mondiale et durant l'après-guerre.

\* \* \*

Dans la nébuleuse constituée par ces divers groupes « non conformistes » des années 1930, trois courants peuvent être distingués : la Jeune Droite, L'Ordre Nouveau, *Esprit*.

Le premier courant – peut-être le moins original – est celui de la *Jeune Droite*, qui s'exprima à partir de 1928, animé par de jeunes intellectuels, souvent catholiques et influencés à des degrés divers par

---

3. J. Touchard, *Tendances de la vie politique française depuis 1789*, Paris, Hachette, 1960, p. 87.

le mouvement monarchiste l'Action Française, mais perturbés idéologiquement par la «condamnation» prononcée contre celui-ci par le Vatican en 1926. Cette Jeune Droite s'organisa en deux groupes relativement distincts.

Le premier eut pour animateur Jean-Pierre Maxence<sup>4</sup>, fondateur en 1928 d'une publication ostensiblement catholique intitulée *Les Cahiers* en souvenir de la revue de Charles Péguy. Personnage un peu vibrionnant, Maxence devait avoir jusqu'en 1945 une certaine influence intellectuelle par ses fonctions de critique littéraire dans des publications à grand tirage de la presse parisienne. Dans cette première entreprise, J.-P. Maxence était assisté de son frère, Robert Francis, un romancier qui obtiendra le prix Fémina en 1935. En 1930, Maxence prit la direction d'une autre revue, *La Revue Française*, d'inspiration plus politique. À ce moment, il fut amené à se rapprocher de certains milieux d'Action Française et se lia avec deux jeunes gens qui devaient faire plus tard leur chemin. Le premier était un jeune critique littéraire, Robert Brasillach, qui à ce moment était assez peu politisé mais deviendra entre 1936 et 1943, l'animateur de l'hebdomadaire fasciste puis collaborationniste, *Je suis partout*, avant d'être fusillé en 1945. L'autre recrue de Maxence était un jeune normalien, à l'époque plus idéologue que Brasillach, qui signait ses articles du pseudonyme de Thierry Maulnier et devait, jusqu'à sa disparition au milieu des années 1980, poursuivre une carrière d'écrivain et de journaliste qui le conduisit jusqu'à l'Académie Française. À signaler aussi dans cette équipe, mais de façon plus marginale, la présence du futur critique et théoricien de la littérature d'avant-garde, Maurice Blanchot. L'engagement religieux et littéraire qui avait été initialement celui des *Cahiers* alla en s'amenuisant dans *La Revue Française*, faisant place à un antiparlementarisme et un anticapitalisme virulents qui devaient se retrouver, en 1934, dans un gros livre, *Demain la France*, écrit au lendemain des émeutes de février par Maxence, Francis et Maulnier.

Le second groupe de la Jeune Droite naquit plus directement d'une dissidence de l'Action Française. À la suite d'un certain nombre de divergences, un groupe de jeunes étudiants décida de fonder une revue indépendante au titre quelque peu provocant : *Réaction*. À sa tête se trouvait un jeune licencié en philosophie, qui avait été pendant un temps secrétaire de Charles Maurras : Jean de Fabrègues. Il devait par la suite avoir une carrière de journaliste catholique influent, dirigeant l'hebdomadaire *Demain* pendant la guerre, et *La France Catholique* après celle-ci. Au bas du manifeste

4. Pour plus de précisions sur la biographie des intellectuels cités, on pourra se reporter aux notices du *Dictionnaire des intellectuels français*, voir J. Julliard et M. Winock, dir., Paris, Le Seuil, 1996.

du groupe figurait une douzaine de noms, dont celui de Robert Buron, futur ministre démocrate-chrétien de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République ou celui de l'économiste André Piettre. Au sommaire du premier numéro, on trouvait aussi un « Message aux jeunes Français » signé d'un nom déjà connu, celui de Georges Bernanos. Un peu plus tard, cette revue devint *La Revue du Siècle* puis *La Revue du XX<sup>e</sup> siècle*. Plus homogène que le groupe de Maxence, le groupe *Réaction* se situait particulièrement au carrefour de trois influences : celle de Jacques Maritain et du néothomisme sur le plan intellectuel et philosophique, celle de Maurras sur le plan politique, celle du catholicisme social sur les problèmes économiques et sociaux.

À signaler que ces deux courants de la Jeune Droite tendirent à se rejoindre après 1935 avec la publication d'une autre revue, *Combat*, dirigée conjointement jusqu'à la guerre par Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier.

Le second mouvement fut celui de L'Ordre Nouveau. Il naquit des discussions informelles de jeunes intellectuels que réunissait un jeune juif d'origine russe, qui allait bientôt se convertir au catholicisme et se faire un nom avec ses deux prénoms : Alexandre Marc. Plus tard, celui-ci collaborera à des journaux catholiques de gauche, comme *Sept*, *Temps Présent* ou *Témoignage chrétien*, avant de devenir, après la Deuxième Guerre mondiale, l'animateur de plusieurs organisations fédéralistes européennes. Ce groupe rédigea en 1930 un « Manifeste pour un ordre nouveau » qui donna son nom au mouvement. À la même époque ce groupe allait prendre un second départ avec l'arrivée de deux nouvelles recrues, Robert Aron et Arnaud Dandieu. Tous deux se réclamaient alors de la tradition du socialisme français. Ils apportèrent au groupe le fruit des recherches qu'ils avaient poursuivies jusque-là de manière indépendante, publiant coup sur coup trois livres dont les titres étaient déjà tout un programme : *Décadence de la Nation Française*, *Le Cancer américain*, *La Révolution nécessaire*. Malheureusement, Dandieu disparut prématurément en 1933, alors que de l'avis général sa personnalité était tout à fait exceptionnelle : « S'il avait vécu il aurait été le Bergson de notre génération » dira plus tard un de ses contemporains. Quant à Robert Aron, après avoir rallié la France libre à Alger en 1943 et fondé la revue *La Nef*, il devait acquérir la notoriété dans les années 1950 en devenant l'historien de Vichy et de la Libération, tout en militant dans les mouvements fédéralistes européens. Il est mort en 1975, à la veille de sa réception à l'Académie Française.

Toujours en 1930-1931, s'agrégèrent aussi au groupe deux intellectuels chrétiens. L'un était d'origine suisse, protestant, féru de théologie barthienne : Denis de Rougemont, que l'on retrouvera après la guerre à la tête de la Fondation Européenne pour la Culture. L'autre était un jeune écrivain catholique, futur auteur d'une volumineuse

*Histoire de l'Église* et futur membre de l'Académie Française, qui écrivait sous le pseudonyme de Daniel-Rops et devait se faire le vulgarisateur des thèses de L'Ordre Nouveau. À signaler aussi dans ce groupe la présence de quelques intellectuels de formation scientifique, comme Claude Chevalley, mathématicien, qui participera à la fondation du groupe Bourbaki; Robert Loustau, un polytechnicien, qui sera directeur de cabinet du premier ministre des Affaires Étrangères de Vichy; Robert Gibrat, secrétaire d'État aux communications d'un des gouvernements de Vichy et créateur de la première usine marémotrice. Par ailleurs, venu de l'Action Française, participera aussi aux activités de L'Ordre Nouveau Jean Jardin, qui sera pendant la guerre, durant quelques mois, directeur de cabinet de Pierre Laval, avant de faire une carrière « d'homme d'influence » sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République.

Le troisième groupe, aujourd'hui le plus connu, est celui qui se constitua autour de la revue *Esprit*. Ce groupe naquit au départ des discussions de trois jeunes intellectuels : un bibliothécaire aux allures de prophète mystique, qui allait devenir un brillant historien, avant d'être tué dans les combats de la Libération, André Deléage; un jeune architecte en chômage, qui, après avoir pris part, pendant la guerre, à Vichy, à la fondation des Compagnons de France, devait avoir des responsabilités importantes dans les milieux du cinéma après 1945, Louis-Émile Galey; enfin, un jeune juriste au talent prometteur, Georges Izard, qui sera député du Front Populaire et qui, après avoir participé à la direction du mouvement de résistance l'OCM, deviendra un grand avocat aux activités juridiques et politiques multiples après la guerre. Toutefois, les vagues projets échafaudés par ce trio ne prirent vraiment corps que lorsque se joignit à celui-ci un jeune agrégé de philosophie d'origine grenobloise qui se nommait Emmanuel Mounier. Celui-ci allait désormais se consacrer totalement à cette entreprise et, jusqu'à sa mort, en 1950, sa vie allait s'identifier à celle d'*Esprit*.

Dans cette équipe d'*Esprit*, on devait trouver beaucoup d'universitaires, venus d'horizons idéologiques assez divers. La plupart étaient chrétiens, beaucoup catholiques. Certains venaient de l'Association Catholique de la Jeunesse Française ou des milieux influencés par le philosophe néo-thomiste Jacques Maritain, comme Étienne Borne, futur théoricien de la démocratie chrétienne après la guerre. D'autres avaient côtoyé l'Action Française, avant de se rapprocher des milieux démocrates-chrétiens, comme Jean Lacroix qui, avec Mounier, deviendra l'un des représentants de la philosophie « personnaliste ». Le futur historien de l'utopie Georges Duveau se rattachait, quant à lui, à la tradition du socialisme français, tandis que Pierre-Henri Simon qui, dans les années 1960-1970, sera le critique littéraire du journal *Le Monde*, avant de rejoindre Georges Izard à l'Académie

Française, avait été pendant un temps responsable étudiant, autour de 1925, de la ligue nationaliste des Jeunesses Patriotes.

Dans les années 1930-1934 ces groupes eurent entre eux des relations mutuelles chaotiques, plus ou moins cordiales selon les organisations et les personnalités. Néanmoins, en dépit de leurs origines idéologiques diverses et d'itinéraires ultérieurs apparemment divergents, ils s'accordèrent sur un ensemble de thèmes assez caractéristiques et originaux pour que l'historien puisse affirmer, comme le faisait Denis de Rougemont dans un numéro de la *Nouvelle Revue Française* qui leur fut consacré en 1932, qu'il existait bien entre eux « une communauté d'attitude essentielle ».

\* \* \*

La première attitude caractéristique de ces groupes fut ce qu'*Esprit* devait appeler « la rupture avec le désordre établi », un « désordre » qu'ils voyaient se manifester dans tous les domaines, international et intérieur, politique et économique, social et moral, littéraire et philosophique. Ces groupes partageaient le sentiment d'être prisonniers d'un monde sclérosé, incapable de faire face aux besoins profonds de l'homme moderne, un monde qu'ils qualifiaient « d'inhumain ». Cette rupture se traduisit par toute une série de refus et de prises de positions négatives : antiparlementarisme, antiétatisme, anticapitalisme, antilibéralisme, antirationalisme, antimatérialisme. La première caractéristique de ces mouvements fut donc cette attitude générale de révolte et de dénonciation, dont il convient de souligner qu'à beaucoup d'égards elle a anticipé la dégradation du climat économique, politique, et international qui va aller en s'aggravant à partir de 1932.

Dans cette perspective, un diagnostic commun à tous ces mouvements était de considérer que tous les désordres qu'ils recensaient étaient les signes d'une crise plus générale et plus profonde, qu'ils désignaient comme une « crise de civilisation », en entendant par là l'idée que cette crise était « totale » et mettait en question tous les aspects de l'existence humaine, aussi bien les rapports de l'homme avec le monde et la société que les rapports de l'homme avec lui-même et avec sa destinée. « Nous sommes, à n'en plus douter, notait Mounier, à un point de bascule de l'histoire, une civilisation s'incline, une autre se lève<sup>5</sup> ». Dans cette perspective deux phénomènes leur paraissaient particulièrement symptomatiques de cette crise. D'une part, le progrès de ce qu'ils appelaient « l'américanisme », qu'ils

---

5. Pour plus de précisions sur l'histoire et l'idéologie de ces groupes « personnalistes » des années 1930, on pourra se reporter à notre ouvrage *Les non-conformistes des années 30*, Paris, Éditions du Seuil, 2<sup>e</sup> éd, 1987. Les textes cités sans référence sont extraits de cet ouvrage.

identifiaient à une organisation de plus en plus matérialiste de la société, où, disait l'un d'eux, « l'homme paraît être une machine à consommer et à produire et où on ne lui connaît pas d'autre raison d'être, d'autre bonheur, d'autre destin ». L'autre symptôme était, à leurs yeux, le développement d'une crise intérieure et spirituelle de l'homme moderne, de plus en plus miné par le doute, le nihilisme et le désespoir. *La crise est dans l'homme*, fut d'ailleurs le titre d'un livre de Thierry Maulnier publié en 1932.

Résumant les principaux éléments de ce réquisitoire, Jean de Fabrègues écrivait ainsi :

Les fils de 89, exaltaient hier le droit de l'homme à disposer de soi, la noblesse de la liberté, le fondement de notre dignité. Aujourd'hui, ils proposent le plus honteux des esclavages, l'asservissement aux choses. L'effort qu'ils demandent au cerveau et aux bras des hommes, c'est pour accroître le confort, le bien-être, la production et la consommation. Des buildings plus hauts, des voitures plus rapides, des spectacles plus brillants. Est-ce l'homme qui domine le monde ? Non, ce sont les choses qui mènent l'homme à l'esclavage. Tel est l'humanisme nouveau; il a conduit les hommes à ne plus savoir s'ils ont quelque chose à faire dans le monde. Mieux même, à croire, écrasés par les choses, qu'ils n'ont plus rien à y faire.

En face de ce qu'ils diagnostiquaient, avec Mounier, comme une « crise de civilisation », le comportement de ces mouvements se caractérisait par leur « volonté révolutionnaire », c'est-à-dire par leur volonté de changement et de transformation de l'ordre établi. Ainsi que l'affirmaient Aron et Dandieu, « lorsque l'ordre n'est plus dans l'ordre, il est dans la révolution ». Par là ces groupes devaient d'ailleurs contribuer à introduire le mot révolution dans le vocabulaire politique des années 1930, alors que dans les années 1920 il n'était guère utilisé que dans les milieux communistes.

Cette « volonté révolutionnaire » allait amener ces mouvements à confronter leurs projets avec les mouvements politiques européens qui, eux aussi, s'affirmaient « révolutionnaires » : communisme, fascisme, national-socialisme. Leur réaction en face de ces expériences fut une réaction quelque peu ambiguë. En effet, soulignant le caractère « total » de ces entreprises, ils avaient le sentiment que c'étaient là des tentatives de réponse à la crise de civilisation qu'eux-mêmes diagnostiquaient. De ce fait, tous éprouvaient plus ou moins une sorte de fascination pour le dynamisme de ces mouvements, par opposition à ce qui leur apparaissait comme le conservatisme de la société française.

En face de deux pays gouvernés par des hommes de quarante ans, constatait Denis de Rougemont, en face d'une Russie dont le dynamisme juvénile est assez puissant pour animer la plus sclérosée des doctrines étatiques, la France offre le spectacle de sa gérontocratie bavarde, de ses petites niaiseries parlementaires, de son ballet désuet, droite-gauche, gauche-droite. En face des jeunesses bottées, nu-tête, chemise ouverte, dont notre presse aime à railler les uniformes, qu'avons-nous à aligner ? un attirail de faux-cols durs, de rosettes, de gros ventres et de chapeaux melons !

Cela étant, cet intérêt porté aux expériences «totalitaires» ne laissait pas de place à la complicité que certains ont voulu y voir<sup>6</sup>. C'est sans équivoque que ces mouvements condamnaient ces entreprises, dans la mesure où elles leur apparaissaient comme des «révolutions manquées», aggravant le plus souvent les maux qu'elles prétendaient résoudre. D'où, par exemple, leur dénonciation du communisme, accusé d'être «l'héritier naturel» du capitalisme. «Nous reprochions au marxisme, notait J.P. Maxence, de n'être que l'héritier du matérialisme et du productivisme capitalistes, d'être, comme le capitalisme, un système contre l'homme». D'où aussi leur refus des totalitarismes communiste et fasciste, mis en accusation pour leurs tendances étatistes, ces tendances étatistes qu'ils dénonçaient par ailleurs comme la plus grave des tares de l'organisation politique des sociétés modernes. De ce fait ils n'étaient pas moins sévères pour les régimes fascistes que pour le communisme et Thierry Maulnier pouvait écrire, en 1933, à propos du national-socialisme naissant :

On peut affirmer que, s'il réussit en Allemagne la métamorphose d'ordre éthique et intellectuel qu'il prétend opérer, les conflits extérieurs qui pourraient suivre seront ce qu'ils n'ont jamais été depuis les Croisades : des confrontations totales de peuple à peuple, où les philosophies, les croyances, les formes d'art et de pensée, les théories adverses de l'honneur et de l'amour seront opposées en même temps que les armées.

De ce rejet des «fausses solutions» que leur paraissaient proposer les révolutions communiste et fasciste, ils tiraient la conclusion qu'il ne fallait pas chercher dans ces expériences des modèles à imiter,

---

6. Sur ce point, nous sommes en total désaccord avec la thèse de l'historien israélien Zeev Sternhell, dans son livre *Ni droite, ni gauche*, Paris, 1983 et Paris-Bruxelles, 1987, qui voit dans le mouvement personnaliste des années 1930 la manifestation particulièrement sophistiquée d'un fascisme français, thèse qui a été aussi développée d'une manière plus sommaire par l'essayiste Bernard-Henri Lévy dans *L'idéologie française*, Paris, Grasset, 1979.

mais qu'au contraire la France et particulièrement la jeunesse française avaient à mûrir leur propre révolution pour donner au monde le modèle d'une révolution « réussie ». D'où le thème très à la mode à cette époque d'une « mission » universelle de la France, et d'une mission tout particulièrement de la jeunesse française pour faire surgir « l'ordre nouveau » que ces mouvements estimaient nécessaire à la régénérescence de l'Europe, en réalisant une « seconde révolution française » sur ce qu'ils appelaient « la terre décisive ».

\* \* \*

De cette « seconde révolution française », ces mouvements définissaient d'abord les orientations négativement, en pratiquant ce que certains ont appelé ironiquement le « ninisme », c'est-à-dire en usant abondamment du refus parallèle de solutions antagonistes, et en recherchant dans la plupart des domaines une hypothétique « troisième voie » : ni droite ni gauche, ni communisme ni capitalisme, ni étatismisme ni anarchisme, ni individualisme ni collectivisme, ni idéalisme ni matérialisme. À souligner tout particulièrement le thème ni droite ni gauche, qui avait une double signification, à savoir le refus de se reconnaître dans les partis politiques établis, mais aussi la volonté de situer leur engagement révolutionnaire sur un plan qui n'était pas seulement politique. En effet, selon eux, cette révolution à susciter devrait être non seulement une révolution institutionnelle, transformant les structures de la société – les structures politiques et économiques notamment – mais aussi une « révolution spirituelle », transformant les valeurs et la mentalité des individus, et restaurant la dimension spirituelle de l'homme. Considérant que leur combat « avait pour enjeu notre civilisation même », ils concluaient donc à la nécessité d'une révolution « totale », transformant simultanément les choses et les hommes.

Cette révolution « spirituelle », « totale », était appelée à trouver ses fondements dans une philosophie qu'ils qualifiaient de « personnaliste », terme qui à cette époque n'était donc pas le seul apanage d'*Esprit* mais appartenait au vocabulaire commun à tous ces mouvements. Ceux-ci voyaient dans cette référence à la notion de « personne » un moyen de récuser l'alternative individualisme-collectivisme sur le plan politique et social et l'alternative idéalisme-matérialisme sur le plan philosophique. Contre tout monisme matérialiste et collectiviste, ce personnalisme avait l'ambition d'affirmer et de sauvegarder la réalité irréductible de la vocation spirituelle et singulière de la personne par rapport aux conditionnements biologiques, économiques ou sociaux dans lesquels s'enracine l'existence humaine. Mais, en même temps, refusant tout idéalisme désincarné, ce personnalisme se caractérisait par le souci de ne pas séparer la transcendance spirituelle de la personne de son existence « incorporée », dans la société et dans l'histoire.

Cette révolution personnaliste débouchait sur une conception que l'on peut qualifier de « fédéraliste » de l'organisation sociale et politique, une conception caractérisée par une très grande méfiance à l'égard des tendances étatistes des sociétés modernes et par la préoccupation de donner un rôle plus important aux corps intermédiaires, aux formes d'organisation sociale spontanées qui s'intercalent entre les individus et l'État, que leurs bases soient territoriale (commune, région) ou fonctionnelle (entreprise, profession).

À la conception sociale actuelle, qui tend à supprimer tout intermédiaire entre l'individu et l'État et à faire de la nation une poussière anonyme, la jeunesse oppose, notait Alexandre Marc, un système dans lequel le pouvoir politique sera profondément décentralisé, qui mettra les gouvernants et les gouvernés en contact permanent et qui favorisera la formation des petites sociétés spontanées, dont Bergson écrit dans son dernier livre qu'elles sont seules à la mesure de l'homme.

Par ailleurs, sur le plan international, cette inspiration fédéraliste se traduisait par l'idée d'un dépassement des États-Nations dans le cadre de l'organisation d'une « unité européenne ».

Tous se prononçaient par ailleurs pour un État fort mais limité. Limité par sa subordination aux sociétés intermédiaires, l'État ne devait pas être le moteur unique de la vie sociale : sa fonction est seulement de coordonner celle-ci pour éviter l'anarchie qu'engendrerait le libre jeu des groupes sociaux livrés à eux mêmes. Mais, dans cette tâche, l'État devait être fort pour pouvoir assurer les arbitrages nécessaires. Au niveau des solutions institutionnelles, des divergences subsistaient entre les tendances monarchistes de la Jeune Droite et la fidélité d'*Esprit* à une « démocratie organique » aux contours quelque peu imprécis. Toutefois, pour tous, les institutions politiques devaient faire une place à la représentation de « l'homme réel », dans sa réalité géographique, historique, sociale, économique, culturelle, par opposition au citoyen abstrait et purement « politique » pris en considération par la démocratie libérale.

Sur le plan économique et social, on rencontrait enfin dans tous ces groupes la volonté d'améliorer le sort des salariés en leur garantissant notamment une certaine sécurité d'emploi et un salaire minimum les protégeant contre les fluctuations d'un marché du travail livré à la seule loi de l'offre et de la demande. Certains projets tendaient à une réorganisation des entreprises pour faire davantage « participer » leur personnel à leur gestion et à leurs bénéfices. À un niveau plus général, ces groupes s'accordaient sur la nécessité d'une certaine « organisation » de l'économie, la Jeune Droite par la création d'organismes corporatifs, rassemblant de manière paritaire employeurs et employés, et réglementant l'activité des divers secteurs de l'économie,

L'Ordre Nouveau et Esprit faisant, eux, une certaine place à l'idée de planification. Enfin, tous proposaient une représentation des intérêts économiques au niveau des institutions politiques, qu'elles soient étatiques ou régionales.

Cette approche personaliste débouchait enfin sur une conception de « l'engagement », qui impliquait l'idée que l'action nécessaire pour le changement « extérieur » du monde et de la société devait s'accompagner d'une « révolution personnelle » de ses militants, entraînant une transformation de leur vie quotidienne en accord avec les principes de la cité personaliste à construire. « Il ne saurait y avoir de révolution institutionnelle durable et pure, écrivait ainsi Mounier, qui ne se nourrisse à une transfiguration intérieure de ceux qui la portent ». Ce à quoi faisait écho Daniel-Rops, dans *L'Ordre nouveau*, en constatant que « la tâche de rénovation sociale ne sera possible que par des hommes qui l'auront accomplie en eux-mêmes jusque dans les racines de leur être ».

\* \* \*

Au premier abord, le bilan de l'influence historique de ces mouvements personalistes peut apparaître comme assez négatif. Le « front commun » de ces groupes ne survécut pas au choc des émeutes de 1934. Ces mouvements firent là, sous la pression des événements, l'expérience de la difficulté d'échapper aux habitudes traditionnelles, en voyant resurgir en leur sein les vieilles références à la division droite-gauche dont ils avaient tenté de se libérer. Tout en gardant une certaine originalité, la Jeune Droite et Esprit se reclassèrent dans des cadres plus classiques, la première se rapprochant de l'extrême droite traditionnelle ou fascisante, Esprit s'orientant vers un engagement politique de gauche. Seul L'Ordre Nouveau réussit tant bien que mal à sauvegarder sa rigueur doctrinale, mais au prix d'un isolement qui entraîna la disparition de sa revue en 1938. Pourtant, un regard plus attentif conduit à nuancer ce diagnostic, en constatant que l'influence de ces « non-conformistes des années 30 » a été plus profonde qu'un examen superficiel pourrait le laisser supposer. Ce qui rend difficile l'appréciation, c'est que cette influence a souvent été une influence diffuse, aux cheminements souvent souterrains, ce que le philosophe Gabriel Marcel a pu appeler une « influence en pointillé ».

C'est ainsi qu'entre 1934 et 1940, la dispersion de ces groupes n'a pas totalement réduit à néant les fruits de leurs efforts car ils conservèrent une originalité certaine et exercèrent une influence non négligeable dans les milieux qu'ils furent amenés à côtoyer. Tentant ainsi d'établir un bilan de leur influence, Mounier le résumera en 1939 en ces termes : « Quelques mots nouveaux que l'on voit maintenant traîner un peu partout ». Ainsi, la défense de « l'éminente dignité de la

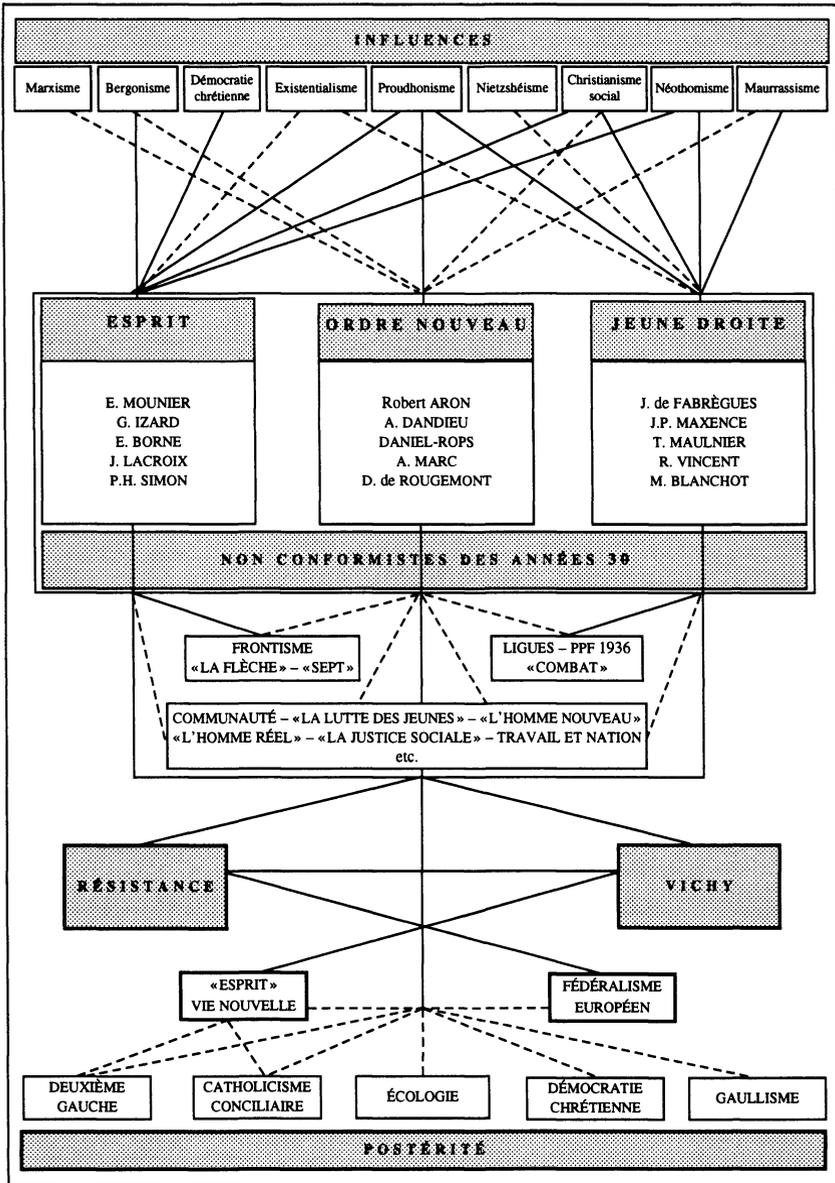
personne humaine», le combat pour les valeurs spirituelles devinrent quelques uns des mots d'ordre de la lutte antifasciste, tandis que les Ligues et le Parti Populaire Français de Doriot s'annexèrent des slogans comme «Ni droite ni gauche», «Ni communisme ni capitalisme». Ce phénomène fut à la fois le résultat d'emprunts à un vocabulaire tombé dans le domaine commun, mais aussi la conséquence de l'action intellectuelle et idéologique d'un certain nombre d'hommes venus de ces mouvements des années 1930, comme, par exemple, Robert Loustau faisant un rapide passage dans les groupes d'études des Croix de feu puis du Parti Populaire Français, ou comme, à gauche, les militants de La Flèche et du Frontisme influencés par Esprit, et certains collaborateurs des publications catholiques de gauche comme Sept puis Temps Présent. Ce à quoi s'ajoute leur influence plus ou moins identifiable dans les groupes de réflexion qui continueront à surgir, de manière plus ou moins éphémère et avec des identités idéologiques plus ou moins floues, jusqu'à la guerre : La Lutte des Jeunes, L'Homme réel, L'Homme nouveau, La Justice Sociale, Travail et Nation, La Croisade, Communauté, Le pays réel, etc<sup>7</sup>.

Un phénomène analogue devait marquer la période de l'occupation. La défaite de la France, analysée par le régime de Vichy et par beaucoup de mouvements de résistance comme la conséquence d'une décadence de la société française, entraîna une résurgence des thèmes et des hommes des années 1930. De ce fait, l'idéologie du régime de Vichy et celle de la Résistance furent amenées à intégrer un certain nombre des idées qui avaient vu le jour dix ans plus tôt. À cet égard, assez symptomatique fut le culte de Péguy célébré avec autant de chaleur d'un côté comme de l'autre, que l'on peut considérer comme un héritage du «péguyisme» des années 1930. Dans le même sens peut être aussi évoquée la référence commune à l'idée de «révolution»: «Révolution Nationale» pour le régime de Vichy, slogan «De la Résistance à la Révolution» du côté des mouvements clandestins. Ici encore, ce phénomène fut à la fois la conséquence de l'influence intellectuelle des idées mises en circulation par les mouvements personnalistes des années 1930 et la conséquence de l'action d'un certain nombre d'anciens responsables de ces mouvements.

À Vichy, particulièrement dans le «premier Vichy» de 1940 à 1942, tel fut le cas dans plusieurs organismes liés au Secrétariat à la Jeunesse ou au Secrétariat à l'Information, comme le mouvement des Compagnons de France, l'association culturelle Jeune France, la revue *Idées* ou les écoles de cadres. Dans la Résistance, cette influence se manifestera dans un certain nombre de mouvements comme Combat d'Henri Frenay, que ralliera Mounier après un très bref

---

7. Voir : Pierre Andreu, *Révoltes de l'esprit*, Paris, Éditions Kime, 1991.



intermède vichyssois<sup>8</sup>, l'OCM, où on retrouvera Georges Izard, ou encore Défense de la France, Libérer et Fédérer, Témoignage Chrétien. Assez significative de cette connexité originelle entre certains des thèmes de l'idéologie vichyssoise et certaines orientations intellectuelles de la Résistance fut l'aventure de l'École d'Uriage, dont les activités furent fortement marquées par l'idéologie personnaliste des années 1930, et qui, après avoir été créée dans la mouvance de la Révolution nationale, pour former les cadres d'une société nouvelle, bascula après 1942 dans la Résistance sans renier les influences intellectuelles qui avaient inspiré sa fondation. Sont, par exemple, passés par ce « moule » deux hommes aussi différents que Hubert Beuve-Méry, directeur des études de l'École, futur fondateur et directeur du journal *Le Monde*, ou Paul Delouvrier, éminent représentant de la haute fonction publique de la V<sup>e</sup> République gaullienne<sup>9</sup>.

Après la Libération, la postérité politique du personnalisme la plus repérable se situe dans les mouvements fédéralistes européens associant à l'idée d'une Europe unie l'idée d'une transformation fédéraliste des États-Nations européens. Beaucoup d'anciens responsables des groupes des années 1930 – par exemple Robert Aron, Daniel-Rops, Jean de Fabrègues, Alexandre Marc, Thierry Maulnier ou Denis de Rougemont – se retrouveront après la guerre au sein de l'Union Européenne des Fédéralistes, qui eut notamment une influence importante dans ce que Denis de Rougemont a appelé « la campagne des congrès » qui, dans les années 1945-1950, fut à l'origine des initiatives qui devaient aboutir ultérieurement à la création des diverses institutions européennes. Jusqu'à leur disparition la plupart de ces hommes sont restés des militants de l'unité européenne, soit au sein du Mouvement Fédéraliste Français, soit dans le cadre du *Mouvement Fédéraliste Européen*<sup>10</sup>. Par ailleurs, l'autre lien direct entre l'après-guerre et le personnalisme des années 1930 a été la réparation de la revue *Esprit*, qui a continué à jouer jusqu'à nos jours un rôle non négligeable dans la vie intellectuelle française, même si son identité

---

8. Sur cet épisode controversé et sur les ambiguïtés de l'influence «personnaliste» durant cette période, on consultera le livre de référence de Michel Bergès, *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes à l'épreuve des années quarante*, Paris, Economica, 1997.

9. Voir : B. Comte, *Une utopie combattante, L'école des cadres d'Uriage*, Paris, Fayard, 1991.

10. Voir: A. Greilsammer, *Les mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974*, Nice, Presses d'Europe, 1975.

11. Voir: Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit*, Paris, Seuil, 1975. Tout en participant au rapprochement franco-allemand de l'après-guerre, on trouve peu d'anciens d'Esprit dans les mouvements fédéralistes européens du fait de l'orientation jugée par eux trop anti-communiste de ces mouvements.

de revue personaliste s'est quelque peu diluée à travers les vicissitudes qu'elle a connues au cours des dernières décennies<sup>11</sup>.

Au niveau de la vie politique française, la fondation de la IV<sup>e</sup> République ne traduit une certaine influence du personalisme qu'avec la création d'un Conseil économique et social, dans laquelle on peut trouver un lointain écho des campagnes d'avant-guerre pour la représentation politique de « l'homme réel ». Néanmoins, les deux principales forces politiques qui virent le jour après la Libération ne furent pas sans hériter de certaines des idées que les mouvements de jeunes des années 1930 avaient contribué à mettre en circulation. Tel fut d'abord le cas du mouvement démocrate-chrétien, le Mouvement Républicain Populaire, (MRP), dont les textes fondateurs faisaient explicitement référence au personalisme, et qui devait trouver son principal théoricien dans un des premiers collaborateurs d'*Esprit*, Étienne Borne. Dans un contexte assez différent, le parti gaulliste créé en 1949, le Rassemblement du Peuple Français, ne fut pas lui non plus, de manière plus indirecte, sans faire des emprunts à l'idéologie personaliste, d'autant plus qu'il compta dans ses cercles dirigeants deux anciens de L'Ordre Nouveau, Jean Chauveau et Albert Ollivier, et que le général de Gaulle lui-même avait fréquenté avant la guerre Daniel-Rops, qui avait été l'éditeur de ses premiers livres, et qu'il avait été un lecteur de *Temps Présent*.

De ce fait, aujourd'hui encore, il est possible de rencontrer des traces de l'influence de ces groupes personalistes, d'une part, dans les partis politiques centristes, qui de manière plus ou moins explicite perpétuent la tradition démocrate-chrétienne alliée à des formes de libéralisme social, et, d'autre part, dans certaines composantes de l'héritage gaulliste, avec, par exemple, le thème de la « participation ». Ainsi Charles Millon, alors qu'il était président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, pouvait déclarer en 1990 : « Je suis un enfant de cette famille (personaliste) et je crois que c'est d'autant plus la voie à suivre que notre société est aujourd'hui à la dérive<sup>12</sup> ». Par ailleurs, cette influence personaliste s'est aussi exercée sur certains courants de la gauche et notamment sur ce que l'on a appelé dans les années 1980 la « Deuxième Gauche », c'est-à-dire sur ce socialisme d'inspiration plus ou moins chrétienne et « autogestionnaire », à l'origine duquel on trouve, par exemple, l'action d'un mouvement ouvertement personaliste comme Vie Nouvelle, ou la réflexion de clubs eux aussi marqués par l'influence d'*Esprit*, comme le club Citoyens 60 de Jacques Delors. La CFDT et le PSU ont notamment constitué les voies organisationnelles<sup>13</sup> par lesquelles le personalisme a ainsi imprégné

12. *Le Monde*, 19 novembre 1990.

13. Voir : H. Hamon et P. Roatman, *La deuxième gauche*, Paris, Ramsay, 1982 ; J.F Kesler, *De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste*, Toulouse, Privat, 1990 ; B. Maris, Jacques Delors, artiste et martyr, Paris, A. Michel, 1993.

certains aspects du socialisme des années 1980, et Michel Rocard, par exemple, a pu dire qu'il devait l'essentiel de sa formation intellectuelle initiale à la lecture «de Marx, de Pirenne et de Mounier<sup>14</sup>».

Dans cet inventaire, il convient aussi de faire une place à l'influence du personnalisme dans le développement, dans les années 1965-1980, du mouvement écologique, à travers notamment ce que l'on a pu appeler le courant du «personnalisme gascon» constitué à Bordeaux dans les années 1930 par Bernard Charbonneau et Jacques Ellul à la charnière de L'Ordre Nouveau et d'Esprit<sup>15</sup>. Avec ce courant s'est développée une réflexion sur les transformations technico-scientifiques des sociétés modernes et leurs conséquences, dont l'influence a d'ailleurs dépassé les frontières de la France, notamment à travers l'audience internationale, particulièrement aux États-Unis, de l'œuvre de Jacques Ellul. Ainsi Ivan Illich s'est très clairement défini comme un disciple d'Ellul<sup>16</sup>, tandis qu'on trouve, par exemple, la trace de l'influence de Mounier dans l'œuvre du théoricien de l'écologie et de la contre-culture américaines Théodor Roszack. De même, de Rougemont et Ellul seront à l'origine de la création dans les années 1970 de l'association Ecoreupa, se définissant comme un réseau européen de réflexion écologique. De ce fait un certain nombre de travaux récents qui tentent de reconstituer l'histoire de l'écologie politique sont amenés à faire figurer dans le recensement de ses origines l'existence d'une source personnaliste<sup>17</sup>.

Plus largement, il faut souligner que l'influence personnaliste a dépassé les frontières de la France, à travers particulièrement le réseau de relations internationales tissé par L'Ordre Nouveau et, surtout, par Esprit. Ainsi, au lendemain de la guerre, le mouvement personnaliste néerlandais a donné aux Pays-Bas son premier ministre et plusieurs de ses ministres et la filiation française est là incontestable.

Le mouvement personnaliste néerlandais, a raconté Henri Brugmans, futur recteur du Collège de l'Europe de Bruges, est né dans un camp d'otages, dans un séminaire transformé en prison... Nous y avons fait la connaissance du personnalisme français. "Esprit" passait la censure allemande, qui heureusement n'y comprenait rien. Puis Denis de Rougemont et Maritain. Enfin

---

14. Entretien avec J.F. Kesler, *op. cit.*, p. 437.

15. La référence essentielle est ici celle de l'article de Christian Roy, « Aux sources de l'écologie politique : le personnalisme "gascon" de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul », *Canadian Journal of History/Annales canadiennes d'histoire*, XXVII, avril 1992, p. 67-100.

16. Voir sa préface à l'ouvrage, *Sur Jacques Ellul*, Paris, L'Esprit du Temps, Presses Universitaires de France, 1994.

17. P. Alphantery, P. Bitoun, Y. Dupont, *La sensibilité écologique*, Paris, La Découverte, 1991 ; A. Jacob, *Les sources de l'écologie politique*, Paris, Arléa, 1995.

Aron et Dandieu et leur « Révolution Nécessaire ».... Avant la guerre, le mot personnalisme n'était connu que d'une petite minorité d'intellectuels francophiles. Après, le mot sinon la chose était dans tous les journaux.

En fait, les références internationales au personnalisme se sont manifestées bien au delà des frontières de l'Europe occidentale, dans des contextes parfois surprenants, depuis le régime Diem dans le Sud Vietnam des années 1960, jusqu'au parti Baas au Moyen Orient<sup>18</sup>, en passant par les Phalanges Libanaises de Pierre Gemayel au Liban, où le personnalisme a trouvé aussi une expression philosophique à travers l'œuvre de René Habachi. Outre-Atlantique, en Amérique latine et en Amérique du Nord, l'influence d'Esprit viendra confluer avec celle de Jacques Maritain. Ainsi, au Québec, *Esprit* influencera des revues comme *La Relève* et *La Nouvelle Relève*, de même que se réclameront d'*Esprit* dans les années 1950 les fondateurs de *Cité Libre*, Pierre Elliott Trudeau et Gérard Pelletier. Par ailleurs, l'historien québécois Christian Roy a montré que L'Ordre Nouveau n'a pas été sans lien avec le courant d'études historiques dont Guy Frégault a été l'initiateur et qui contribuera au développement après 1945 du néonationalisme québécois<sup>19</sup>. Quant au premier chef de gouvernement de la Pologne postcommuniste, ami personnel du cardinal Wojtila, Tadeucz Mazowiecki, ce sera aussi un personnaliste déclaré, dont il a contribué à diffuser les idées avec sa revue *Wiercz*, avant de devenir dans les années 1980 le conseiller de Solidarité<sup>20</sup>. Par là se trouve d'ailleurs posée la question de la place du personnalisme dans l'évolution de ce que l'on peut appeler le catholicisme conciliaire de Vatican II, à travers à la fois son rôle dans l'histoire intellectuelle du catholicisme français du fait de l'action de certains des groupes déjà rencontrés et du fait aussi des prolongements internationaux qui viennent d'être évoqués. C'est ainsi que l'on a pu considérer que la pensée sociale et politique du pape Jean-Paul II n'est pas non plus sans relation avec le courant de pensée dont les groupes personnalistes des années 1930 furent plus ou moins les initiateurs<sup>21</sup>.

18. Notamment à travers l'influence de l'un des fondateurs du parti Baas, le syrien de confession chrétienne Michel Aflak.

19. Voir sur ce point : Christian Roy, « Le personnalisme de L'Ordre Nouveau et le Québec », *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, vol. 46, n° 3, hiver 1993, p. 463-484

20. Voir : J.M. Domenach, « L'internationale personnaliste » dans *Le personnalisme d'Emmanuel Mounier, hier et demain*, Paris, Éditions du Seuil, 1985.

21. Voir : John Hellman, dans *Le personnalisme d'Emmanuel Mounier, hier et demain*, op. cit., p. 129. Voir aussi le témoignage de J.M. Domenach : « L'influence d'Esprit a touché le cardinal Wojtila, il me l'a dit lui-même », *ibid.*, p. 176.

L'influence du personnalisme français des années 1930 a donc été beaucoup plus considérable qu'un examen superficiel pourrait le laisser supposer, en France et hors de France, et ceci même s'il est vrai que ces idées ont sans doute perdu au cours de ce cheminement une partie de leur vigueur et de leur cohérence, notamment du fait de la diversité des interprétations dont elles ont pu faire l'objet dans des contextes, on l'a vu, assez sensiblement différents. Ceci étant, on peut se demander si les intuitions qui ont été à l'origine de ce mouvement personnaliste des années 1930 ne conservent pas aujourd'hui un certain intérêt, dans une situation de crise larvée qui n'est pas sans analogie avec le tournant des années 1930. C'est ainsi que le «délaiement moral» des sociétés développées qu'évoquait il n'y a pas si longtemps le sociologue Edgar Morin<sup>22</sup> n'est pas sans rappeler dans certains de ses traits ce «malaise dans la civilisation» auquel ces groupes personnalistes tentèrent d'apporter une réponse et que l'un de leurs porte-parole, Daniel Rops, décrivait alors en ces termes :

La jeunesse reproche à la civilisation dans laquelle elle vit de ne pas lui apporter ni explication satisfaisante de son rôle sur la terre, ni grand dessein d'avenir; d'ignorer l'homme réel au bénéfice d'une abstraction, quelque chose comme l'homme économique; de laisser l'individu sans connaissance sûre, sans espoir irréfutable, dans un désert où errent les fantômes des vérités traditionnelles que la raison a tuées.

Par là, ce mouvement peut donc apparaître comme un des symptômes d'une crise de la modernité qui explique l'intérêt qui peut lui être encore porté de nos jours.

---

22. *Le Monde*, 13 novembre 1990.